

Questions orales

[Traduction]

Mme Beryl Gaffney (Nepean): Madame la Présidente, par votre intermédiaire, voici ce que j'ai à dire à la ministre suppléante de la Santé.

Il y a trois ans et demi que ces mêmes fonctionnaires ont recommandé au gouvernement de demander aux distributeurs d'arrêter volontairement la vente des implants Meme.

Comment le ministre a-t-il pu dire pendant des années aux Canadiennes que l'implant Meme était sûr alors que les hauts fonctionnaires de son ministère avaient demandé qu'on l'interdise dès 1989?

J'en suis abasourdie. Pourquoi le gouvernement n'est-il pas intervenu immédiatement en 1989?

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge)): Madame la Présidente, le passé est derrière nous et le futur est devant. Nous sommes au présent et nous continuons d'examiner la situation. Entre-temps, nous faisons de la recherche, parce que nous sommes préoccupés par la santé des femmes, des sommes importantes ont été accordées à la recherche au niveau du cancer du sein. C'est ce à quoi nous travaillons comme gouvernement.

Nous devons accélérer la recherche et nous devons sécuriser les femmes, en leur donnant l'information appropriée, et surtout en cessant de leur faire peur.

[Traduction]

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Madame la Présidente, en fait, c'est en 1983 que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a dit que les implants mammaires étaient considérés à risque élevé. Et en 1989, ses experts scientifiques ont recommandé d'interdire les implants Meme.

Je voudrais que la ministre qui répond aujourd'hui au nom du ministre de la Santé me dise pourquoi le ministre de la Santé de l'époque n'a pas tenu compte de l'avis très sérieux des experts de son ministère et n'a pas interdit sur-le-champ la vente de l'implant Meme, ce qui aurait épargné à beaucoup de Canadiennes la mutilation et les très graves problèmes de santé qu'elles éprouvent depuis 1989.

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge)): Madame la Présidente, nous devons d'abord recueillir toute l'information avant de prendre des mesures définitives.

Je maintiens qu'il n'y a pas consensus et unanimité, ni au niveau des bénéficiaires, ni au niveau des différents rapports.

Ce que nous faisons comme gouvernement responsable, préoccupé de la santé des femmes, c'est de recueillir toutes les données pour pouvoir ensuite prendre les mesures qui s'imposent. En attendant, le moratoire est toujours en place et nous le respectons, avec la collaboration des fabricants.

[Traduction]

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): En fait, la Direction de la protection de la santé du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a protégé l'implant Meme, n'en a pas fait d'étude interne, n'a pas pris la santé des Canadiennes au sérieux.

Le ministère a déjà à son actif l'affaire de la thalidomide, celles des dispositifs intra-utérins ou DIU, du diéthylstilbestrol ou DES, du Depo-Provero et des implants mammaires. Voilà une longue liste de problèmes de santé spécifiques aux femmes que le ministère ne prend pas au sérieux.

Je demande donc à la ministre: le gouvernement, qui a été saisi de ces questions à maintes reprises par l'opposition, acceptera-t-il d'examiner les décisions de la Direction de la protection de la santé du ministère et de commander une enquête publique en bonne et due forme sur la question afin que l'on puisse apporter réponse à ces problèmes une fois pour toutes.

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge)): Si je comprends bien, madame la Présidente, on nous demande de faire de la recherche additionnelle pour pouvoir prendre des décisions. . .

Mme Black: Non, non, une enquête!

Mme Vézina: . . .ou faire des enquêtes afin de savoir ce qui s'est produit dans le passé. C'est exactement ce à quoi nous travaillons. Nous recueillons l'information pour pouvoir donner aux femmes cette sécurité.

Madame la Présidente, je suis moi aussi une femme et je comprends les femmes qui sont tiraillées et inquiètes par la situation actuelle. Comme femmes, quoi qu'en pense ma collègue d'en face, nous essayons de les défendre, du mieux qu'il nous est possible de le faire, à l'intérieur d'un gouvernement que nous gérons malgré les difficultés financières, pour pouvoir sécuriser les femmes du Canada au niveau de la santé.